



02 février 2017

EDF d'autres choix sont possibles

Depuis maintenant plusieurs mois, les mauvaises annonces se succèdent sur l'entreprise publique EDF. Nous assistons à une sorte d'acharnement pour déstabiliser l'entreprise, avec une convergence des libéraux qui veulent la mort du service public et des « libertaires » qui confondent service public de l'énergie et aveuglement dogmatique anti-nucléaire.

Aujourd'hui, l'entreprise fait à nouveau la une des médias au travers la tenue d'un Comité Central d'Entreprise où la direction d'EDF va annoncer pour 2019 une fourchette de suppressions d'emplois comprise entre 3257 et 5107.

La FNME CGT tient à réaffirmer deux points essentiels :

- la situation actuelle de l'entreprise est due à la libéralisation européenne qui dés-optimise le marché de l'énergie, conduit à des prix qui ne couvrent plus les coûts. Cette politique fait entrer l'Europe dans une spirale infernale dont nombre de dirigeants s'inquiètent et qui à terme va conduire à des hausses de tarifs inconsidérées. Les premiers qui en feront les frais sont les millions de personnes en précarité énergétique en France et en Europe
- l'absence de politique gouvernementale qui consiste à ne considérer l'entreprise publique que comme une machine à cash qui lui fait remonter 2 milliards de dividendes par an en moyenne depuis dix ans.

Néanmoins, la situation de l'entreprise peut être redressée, en mettant en place une stratégie long terme, avec au cœur le service public et les hommes et les femmes qui la composent. Tout à l'opposé de ce que prévoit la direction d'EDF. Supprimer des emplois, c'est supprimer la richesse de l'entreprise. Comment peut-on prôner par exemple la transition énergétique, qui implique de mettre en place des systèmes innovants et dans le même temps diminuer de manière drastique les effectifs de la R&D. La France est pourtant à la traîne sur ce point pourtant essentiel pour créer les emplois de demain, affronter les enjeux environnementaux et réindustrialiser le pays. C'est un point clé pour sortir la France du chômage qui la gangrène et accentue la fracture sociale.

Il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg, les impacts de cette nouvelle cure d'austérité seraient ressentis dans l'ensemble des filiales du Groupe, notamment à Enedis et Dalkia.

Cela fait plusieurs années que la FNME CGT et les salariés dénoncent les mauvais choix industriels et financiers.

Plus que jamais la FNME CGT propose de mettre en débat la constitution d'un pôle public de l'énergie,

CONTACTS PRESSE

Marie-Claire CAILLETAUD 06 17 48 44 79
Laurent LANGLARD 06 70 30 82 96

fnme@fnme-cgt.fr

FNME CGT

263 rue de Paris - 93000 Montreuil
Tél : 01 55 82 78 00

► fnme-cgt.fr



permettant l'appropriation sociale d'un secteur stratégique qui ne peut être laissé aux mains d'un marché myope qui raisonne à court terme.

Elle portera ces enjeux lors des assises de l'industrie, organisées le 22 février à la Cité des Sciences et de l'Industrie, où 1000 militants de toute la France seront réunis ce jour-là.

CONTACTS PRESSE

Marie-Claire CAILLETAUD **06 17 48 44 79**
Laurent LANGLARD **06 70 30 82 96**

fnme@fnme-cgt.fr

FNME CGT

263 rue de Paris - 93000 Montreuil
Tél : 01 55 82 78 00

▶ fnme-cgt.fr

